

FRANCE 2037

Programme pour une France qui progresse

Efficacité publique • Éducation • Production • Cohésion • Souveraineté

L'IDÉE DIRECTRICE

La France ne manque pas d'atouts. Le défi est de mieux transformer ses moyens publics, ses compétences, son épargne et son énergie en résultats durables : niveau de vie, mobilité sociale, services publics, innovation et souveraineté.

Horizon 2027-2037

Version de travail - septembre 2026

Document de politique publique, non affilié à un parti. Les objectifs chiffrés sont des cibles de pilotage ; les mesures fiscales et budgétaires doivent faire l'objet d'un chiffrage contradictoire avant mise en œuvre.

Résumé exécutif

Un programme de progrès durable doit tenir simultanément cinq contraintes : rétablir la crédibilité budgétaire, relever le niveau de compétences, augmenter la productivité, préserver la cohésion sociale et investir dans les capacités stratégiques. Le programme ci-dessous cherche donc moins à « ajouter des dispositifs » qu'à réallouer, simplifier, mesurer et tenir un cap pluriannuel.

5,1 % du PIB	Déficit public 2025 — INSEE
115,7 % du PIB	Dettes publiques fin 2025 — INSEE
57,3 % du PIB	Dépenses publiques 2025 — INSEE
69,4 %	Taux d'emploi 15-64 ans fin 2025 — INSEE
113 points	Écart PISA maths entre quartiles sociaux — OCDE
3,3	Consultations de généraliste accessibles / hab. / an — DREES
370 673	Logements autorisés sur 12 mois à fin juil. 2026 — SDES
95,2 %	Part bas-carbone de l'électricité produite en 2025 — RTE

PRINCIPE DE MÉTHODE

Chaque mesure doit avoir : un objectif explicite, un responsable, un indicateur, une date d'évaluation et, pour les dispositifs coûteux, une clause de réexamen ou d'extinction.

Les 10 résultats visés à l'horizon 2037

1. Retrouver une trajectoire crédible de dette publique et préserver la capacité d'investissement de l'État.
2. Faire des fondamentaux scolaires et de l'égalité des chances la première politique de long terme.
3. Augmenter le taux d'emploi des jeunes et des seniors et accélérer la montée en compétences.
4. Transformer davantage de recherche, d'épargne et d'innovation en entreprises productives et exportatrices.
5. Garantir un accès territorial plus homogène aux soins de premier recours et mieux préparer le vieillissement.
6. Relancer l'offre de logements dans les zones où la demande et l'emploi sont les plus tendus.
7. Réduire les délais de justice et simplifier l'administration sans affaiblir les garanties de droit.
8. Utiliser l'avantage électrique bas-carbone pour électrifier l'industrie, les transports et les bâtiments.
9. Renforcer les capacités stratégiques : défense, cyber, santé, énergie, numérique, infrastructures critiques.
10. Installer une culture de l'évaluation publique et de la continuité au-delà des alternances.

1. Finances publiques : retrouver une marge de manœuvre

OBJECTIF

Stabiliser le ratio dette/PIB avant 2030, puis l'engager sur une baisse durable, sans sacrifier l'investissement d'avenir.

Diagnostic

En 2025, le déficit public atteint 5,1 % du PIB et la dette 115,7 % du PIB. L'OCDE estime qu'un redressement significatif et durable est nécessaire et souligne que la France dépense beaucoup tout en obtenant des résultats inégaux dans plusieurs services publics.

Mesures prioritaires

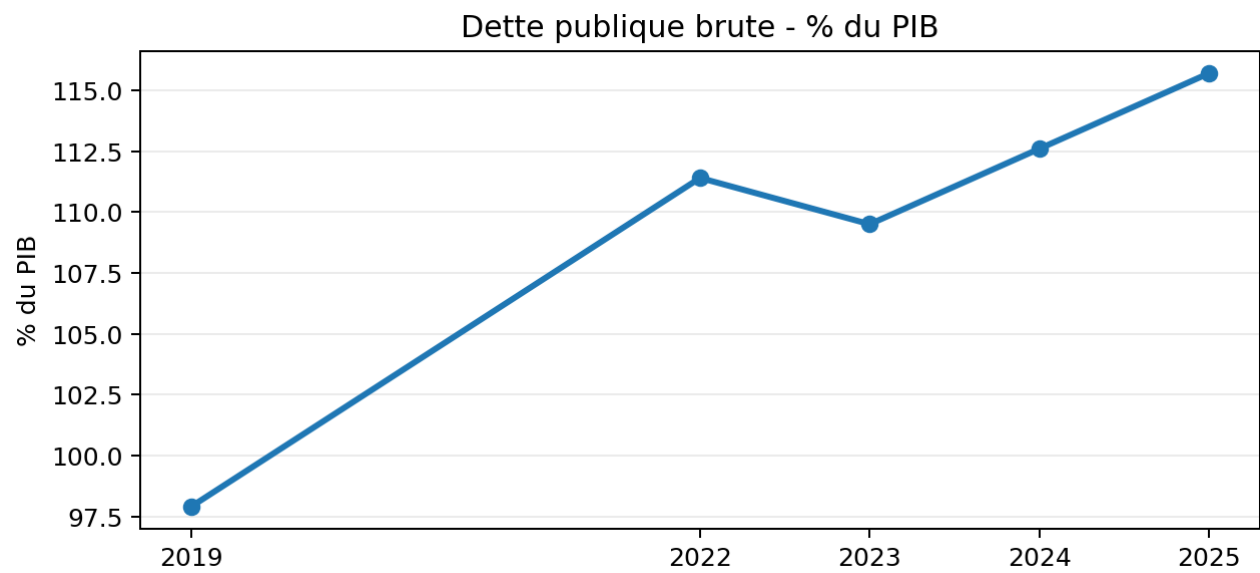
Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Instaurer des plafonds de dépense pluriannuels par grande mission, votés avec trajectoire sur 3 à 5 ans.	Année 1	Écart dépenses réelles / plafonds
Rendre annuelles et publiques les revues de dépenses, avec suivi obligatoire des recommandations.	Années 1-3	Économies documentées et réallouées
Passer en revue les dépenses fiscales et supprimer progressivement celles dont l'impact n'est pas démontré.	Années 1-4	Dépenses fiscales évaluées
Protéger une enveloppe d'investissement public productif : école, numérique, énergie, justice, recherche, défense.	Permanent	Part de l'investissement dans la dépense
Interdire les nouvelles dépenses permanentes sans financement permanent identifié.	Immédiat	Mesures nouvelles financées à 100 %

ARBITRAGES ET RISQUES

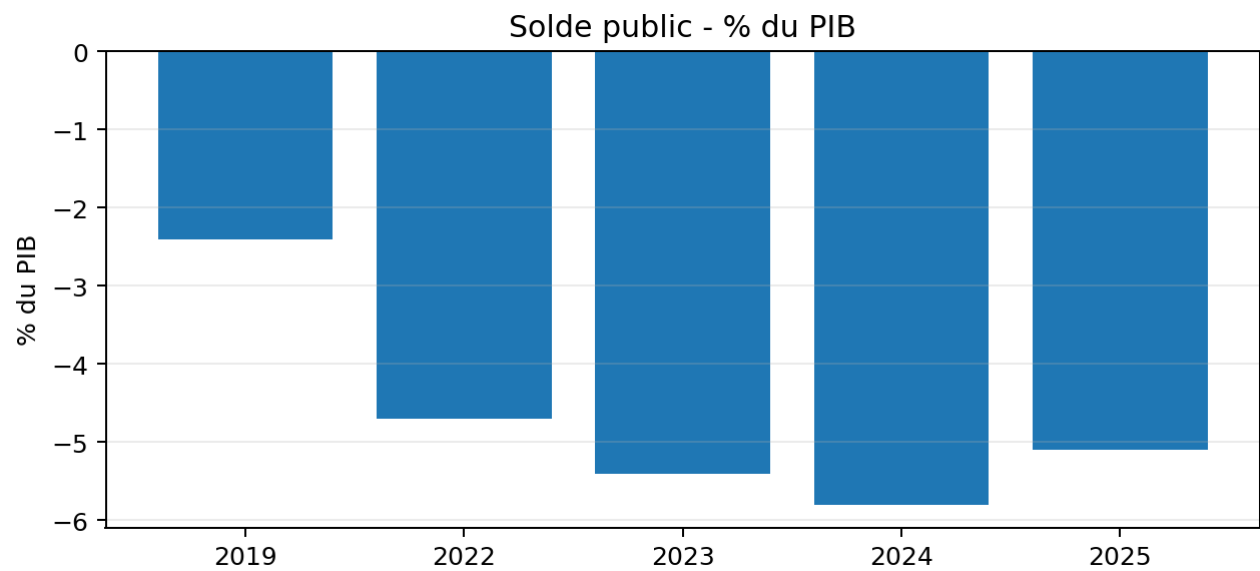
Le redressement trop brutal peut casser l'activité ; trop lent, il augmente la charge d'intérêts et réduit la souveraineté budgétaire. La règle est donc : effort progressif, prioritairement par efficacité et suppression de dépenses peu performantes, avec protection des investissements à rendement collectif élevé.

Tableau de bord

- Déficit public (% PIB) et solde structurel
- Dette publique (% PIB) et charge d'intérêts
- Dépenses publiques et dépenses fiscales (% PIB)
- Part de l'investissement public dans la dépense totale



Source : INSEE, comptes des administrations publiques 2025.



Source : INSEE. Un solde négatif correspond à un déficit.

2. Éducation : remettre les fondamentaux et la mobilité sociale au centre

OBJECTIF

Faire progresser durablement les acquis en lecture, écriture, mathématiques et sciences, tout en réduisant l'écart lié à l'origine sociale.

Diagnostic

PISA 2022 situe la France près de la moyenne de l'OCDE, mais l'influence du milieu socio-économique y est particulièrement forte : 113 points séparent les quarts supérieur et inférieur en mathématiques, contre 93 en moyenne OCDE.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Créer une mission nationale « fondamentaux » du CP à la 3e : lecture, écriture, calcul, mathématiques, sciences et expression orale.	Années 1-10	Évaluations nationales par cohorte
Concentrer les moyens supplémentaires sur les élèves qui décrochent tôt : tutorat, petits groupes ciblés, temps de remédiation.	Années 1-5	Part d'élèves sous les seuils de maîtrise
Renforcer la formation initiale et continue des enseignants, avec mentorat réel des débuts de carrière.	Années 1-4	Heures de formation utiles / enseignant
Donner davantage de latitude aux établissements sur l'organisation, en échange d'objectifs publics et d'évaluations.	Expérimentation 2 ans	Progression des résultats et climat scolaire
Développer les filières technologiques, professionnelles et l'alternance en lien avec les besoins territoriaux.	Années 1-6	Insertion à 6 et 12 mois

ARBITRAGES ET RISQUES

L'autonomie sans évaluation peut creuser les écarts ; la standardisation excessive peut démobiliser les équipes. Le programme combine donc un socle national très clair avec des marges locales sur les méthodes et l'organisation.

Tableau de bord

- Maîtrise de la lecture et des mathématiques en fin de primaire et collège
- Écart de performance selon le statut socio-économique
- Absentéisme et climat scolaire
- Insertion des voies professionnelles et technologiques

3. Travail, compétences et productivité : produire davantage de valeur

OBJECTIF

Rapprocher le taux d'emploi des meilleurs pays européens et diffuser plus vite les technologies, l'IA et les compétences dans les PME et ETI.

Diagnostic

Le taux d'emploi des 15-64 ans atteint 69,4 % fin 2025. L'OCDE souligne des écarts marqués pour les 20-24 ans et les 60-64 ans, ainsi que des freins persistants à la productivité liés aux compétences et à l'adoption technologique.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Créer un droit effectif à une mise à niveau professionnelle à mi-carrière, ciblé sur les compétences numériques, industrielles et managériales.	Années 1-5	Taux de retour en emploi / mobilité
Développer les environnements de travail compatibles avec l'emploi des seniors : prévention, temps partiel choisi, reconversion, adaptation de postes.	Années 1-5	Taux d'emploi 55-64 et 60-64 ans
Renforcer les parcours alternance / emploi pour les jeunes non insérés.	Années 1-4	NEET et emploi 20-24 ans
Lancer un programme « PME productives » : diagnostic numérique, automatisation, IA, cybersécurité, management.	Années 1-6	Productivité des entreprises accompagnées
Réallocation progressivement les aides dont l'efficacité est faible vers compétences, innovation et baisse des coûts de production ciblés.	Années 2-5	Évaluation coût / emploi / productivité

ARBITRAGES ET RISQUES

Les aides à l'emploi et les allègements ont des effets différents selon les niveaux de salaire et les secteurs. Toute réallocation doit être graduelle, évaluée ex ante et réversible si elle dégrade l'emploi.

Tableau de bord

- Taux d'emploi 20-24, 55-64 et 60-64 ans
- Productivité horaire et PIB par habitant
- Adoption de l'IA / cloud / robotique par taille d'entreprise
- Part des formations certifiant des compétences effectivement utilisées

POINT D'ATTENTION

La productivité doit progresser avec l'emploi : l'objectif est d'augmenter la valeur produite par heure et la qualité des emplois, pas de réduire mécaniquement les effectifs.

4. Industrie et innovation : transformer la recherche en puissance économique

OBJECTIF

Faire émerger davantage d'ETI, d'entreprises deep-tech et de capacités industrielles dans les secteurs stratégiques européens.

Diagnostic

La France dispose d'atouts reconnus en IA, quantique, cybersécurité, santé numérique, énergie propre, spatial et défense, mais l'OCDE pointe une R-D privée et une adoption technologique encore insuffisantes par rapport aux meilleures économies.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Concentrer les soutiens directs sur quelques priorités : énergie, défense, cyber, IA, santé, robotique, semi-conducteurs ciblés, espace.	Années 1-10	Investissement privé déclenché
Réformer les aides à la R-D pour renforcer les PME/ETI innovantes et le passage laboratoire -> produit -> usine.	Années 1-4	Brevets, industrialisation, export
Créer des parcours accélérés d'achat public innovant pour les technologies duales et souveraines.	Années 1-3	Part d'achats innovants
Mobiliser davantage l'épargne longue vers le capital croissance européen, avec transparence sur le risque.	Années 2-6	Capital croissance disponible
Faciliter l'accès des docteurs et ingénieurs à la R-D privée et aux startups industrielles.	Années 1-5	Docteurs employés en R-D privée

ARBITRAGES ET RISQUES

Le risque est de recréer une politique de « champions » inefficace. Les aides doivent être temporaires, conditionnées à des jalons, cofinancées par du privé et stoppées si les objectifs ne sont pas atteints.

Tableau de bord

- Dépenses privées de R-D / PIB
- Nombre d'ETI exportatrices et de scale-ups industrielles
- Part des aides évaluées ex post
- Balance commerciale des filières prioritaires

RÈGLE INDUSTRIELLE

Pas de subvention sans objectif mesurable, date de sortie et contrepartie d'investissement. L'État prend le risque initial quand il existe une externalité stratégique ; il ne remplace pas indéfiniment le marché.

5. Santé et vieillissement : rapprocher l'offre des besoins réels

OBJECTIF

Réduire les écarts territoriaux de soins de premier recours et préparer le vieillissement sans dégrader la qualité.

Diagnostic

En 2024, l'accessibilité moyenne aux médecins généralistes est de 3,3 consultations par habitant et par an. Les 10 % de Français les mieux dotés disposent en moyenne de 5,7 consultations accessibles, contre 1,3 pour les 10 % les moins bien dotés.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Déployer un standard territorial minimum de soins primaires, adapté aux bassins de vie.	Années 1-6	Population sous le seuil minimal
Étendre les équipes pluriprofessionnelles et la délégation sécurisée de tâches aux infirmiers, pharmaciens et assistants médicaux.	Années 1-5	Temps médical libéré
Développer la prévention : dépistage, vaccination, santé scolaire, risques cardio-métaboliques et santé au travail.	Années 1-10	Hospitalisations évitables
Simplifier la coordination ville-hôpital et la circulation sécurisée des données.	Années 1-4	Délais de prise en charge
Créer un socle national de qualité pour l'aide à domicile et la dépendance, avec publication d'indicateurs.	Années 2-6	Qualité et continuité des prises en charge

ARBITRAGES ET RISQUES

La coercition géographique brutale peut décourager l'installation ou déplacer les pénuries. La priorité va aux équipes, à l'organisation, aux incitations territoriales et au partage de tâches, avec évaluation régulière des résultats.

Tableau de bord

- Accessibilité potentielle localisée par profession
- Délais de rendez-vous en soins primaires
- Hospitalisations évitables
- Taux de couverture des besoins d'aide à domicile

6. Logement : construire là où les besoins sont

OBJECTIF

Augmenter l'offre dans les zones tendues, accélérer la transformation du parc existant et stabiliser les règles.

Diagnostic

Sur les douze mois allant d'août 2025 à juillet 2026, 370 673 logements ont été autorisés, soit 9,5 % de moins que la moyenne des cinq années précédentes. Le logement pèse directement sur la mobilité professionnelle, les études et la constitution des familles.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Fixer des objectifs de production par bassin d'emploi et de transport, plutôt que des objectifs uniformes.	Années 1-10	Logements autorisés / commencés
Simplifier et raccourcir les procédures dans les zones déjà urbanisées et bien desservies.	Années 1-3	Délai moyen d'autorisation
Encourager la densification de qualité autour des transports et la transformation bureaux -> logements.	Années 1-8	Logements créés sans artificialisation
Stabiliser sur cinq ans les grands paramètres fiscaux du logement après réforme.	Années 1-5	Stabilité réglementaire
Prioriser la rénovation performante des logements les plus énergivores avec accompagnement technique fiable.	Années 1-10	Gain énergétique réel

ARBITRAGES ET RISQUES

Construire plus peut entrer en tension avec l'artificialisation, le patrimoine et l'acceptabilité locale. La réponse est une densification mieux conçue, concentrée sur les zones desservies, et une procédure plus prévisible plutôt qu'une dérégulation totale.

Tableau de bord

- Autorisations et mises en chantier par zone de tension
- Prix/revenu et loyer/revenu
- Délais d'instruction
- Part des logements vacants remis sur le marché

7. Justice et État : plus rapides, plus lisibles, plus évalués

OBJECTIF

Réduire les délais de justice et le coût de la complexité administrative tout en préservant les droits et l'indépendance des institutions.

Diagnostic

En 2024, les tribunaux judiciaires ont terminé davantage d'affaires qu'en 2023, mais le stock a encore augmenté de 5 % à 1,076 million d'affaires et la durée moyenne de traitement est montée à 7,9 mois.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Renforcer greffes, outils numériques et gestion des flux dans les juridictions les plus en tension.	Années 1-4	Stock et durée de traitement
Développer médiation et procédures simplifiées pour les litiges adaptés, sans priver les parties d'un recours au juge.	Années 1-5	Part de règlements amiables
Passer chaque grand formulaire et procédure administrative au test « une seule fois » : l'utilisateur ne fournit pas deux fois une donnée déjà détenue.	Années 1-5	Pièces demandées / procédure
Créer une clause de réexamen pour les nouvelles normes économiques significatives.	Immédiat	Normes réévaluées
Publier un tableau de bord de performance des grands services publics, avec indicateurs de qualité et non seulement de moyens.	Année 1	Indicateurs publiés et audités

ARBITRAGES ET RISQUES

La simplification ne doit pas devenir une suppression silencieuse de garanties juridiques. Chaque simplification doit distinguer ce qui protège réellement les droits de ce qui relève de la redondance administrative.

Tableau de bord

- Stock et durée des affaires civiles et pénales
- Taux d'exécution des décisions
- Nombre d'étapes / pièces par procédure publique
- Satisfaction usagers et agents

8. Énergie, climat et souveraineté : convertir l'avantage électrique en compétitivité

OBJECTIF

Utiliser le système électrique bas-carbone comme levier d'électrification, de réindustrialisation et de réduction de la dépendance aux fossiles.

Diagnostic

RTE indique qu'en 2025, 95,2 % de l'électricité produite en France métropolitaine était bas-carbone. L'enjeu principal devient donc l'électrification des transports, des bâtiments et de l'industrie, tout en renforçant réseaux, flexibilité et moyens pilotables.

Mesures prioritaires

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Sécuriser sur 15 ans un cap énergétique combinant nucléaire, renouvelables, hydraulique, réseaux, stockage et flexibilités.	Années 1-15	Capacités livrées dans les délais
Accélérer les raccordements électriques des zones industrielles et des grands projets de décarbonation.	Années 1-8	Délais de raccordement
Cibler l'électrification des usages où le gain climatique et économique est le plus élevé.	Années 1-10	Fossiles évités / euro public
Renforcer adaptation climatique : eau, chaleur, incendies, inondations, infrastructures.	Années 1-10	Pertes évitées et plans de résilience
Coupler davantage R-D défense et civile dans cyber, espace, robotique, IA, matériaux et énergie.	Années 1-10	Projets duals et brevets

ARBITRAGES ET RISQUES

Aucun mix énergétique n'est sans coût ni contrainte. La stratégie doit raisonner en système : sécurité d'approvisionnement, réseau, coût complet, émissions, dépendances industrielles et acceptabilité territoriale.

Tableau de bord

- Part d'électricité bas-carbone et intensité carbone
- Part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie
- Délais de raccordement industriel
- Importations d'énergies fossiles
- Investissements d'adaptation climatique

CAP STRATÉGIQUE

Ne pas opposer systématiquement nucléaire et renouvelables : le critère est la capacité du système complet à fournir une énergie bas-carbone, pilotable, compétitive et sûre, avec les réseaux nécessaires.

9. Gouvernance de la réforme : tenir dix ans

La faiblesse de nombreuses politiques publiques n'est pas uniquement leur conception : c'est leur instabilité. Le programme propose une architecture de mise en œuvre qui survivrait autant que possible aux alternances, en séparant les objectifs de long terme des instruments qui peuvent évoluer.

Les cinq règles de gouvernance

11. Un nombre limité d'objectifs nationaux, suivis publiquement chaque semestre.
12. Un responsable identifié pour chaque réforme, avec calendrier et indicateurs.
13. Une évaluation indépendante des dispositifs coûteux ou expérimentaux.
14. Des clauses d'extinction automatiques pour les aides temporaires, sauf vote explicite de prolongation.
15. Une publication annuelle « Résultats de la France » distinguant moyens engagés, outputs et résultats finaux.

Les 100 premiers jours

Mesure	Horizon	Indicateur de réussite
Lancer la revue de dépenses et dépenses fiscales, avec calendrier public.	J+30	Mandats et périmètres publiés
Publier le tableau de bord national des 20 indicateurs de résultat.	J+60	Données de référence disponibles
Installer les missions « fondamentaux scolaires », « délais de justice » et « logement zones tendues ».	J+60	Chefs de programme désignés
Déposer une loi de programmation énergie-réseaux-industrie et une loi de simplification procédurale ciblée.	J+100	Textes déposés
Ouvrir cinq territoires pilotes santé / soins primaires et cinq territoires pilotes administration « dites-le-nous une fois ».	J+100	Pilotes opérationnels

Calendrier

2027-2028	Mesurer, simplifier, lancer les réformes de structure, protéger les investissements, corriger les dispositifs manifestement inefficaces.
2029-2031	Monter en charge : école, soins, logement, numérique public, industrie, énergie et compétences. Stabiliser la dette.
2032-2034	Consolider ce qui fonctionne, arrêter ce qui échoue, accélérer les gains de productivité et de compétitivité.
2035-2037	Faire le bilan de décennie, comparer aux pays de référence et fixer le cap suivant sur la base des résultats.

10. Tableau de bord national : mesurer le progrès

Ces cibles ne sont pas des promesses automatiques. Elles servent de boussole et doivent être révisées si la conjoncture, la démographie ou les normes européennes changent. L'essentiel est de rendre la trajectoire observable.

Domaine	Indicateurs	Direction 2037
Finances publiques	Déficit, dette, charge d'intérêts, investissement public	Trajectoire de dette stabilisée puis décroissante
Éducation	Fondamentaux, écarts sociaux, absentéisme, insertion	Progrès de cohorte + réduction des écarts
Emploi	Taux d'emploi jeunes/seniors, chômage longue durée	Convergence vers les meilleurs comparables européens
Productivité	PIB/habitant, productivité horaire, adoption technologique	Rattrapage progressif du décrochage
Industrie	R-D privée, ETI exportatrices, investissement productif	Hausse de la valeur ajoutée industrielle et des exportations
Santé	Accès soins primaires, délais, hospitalisations évitables	Réduction nette des écarts territoriaux
Logement	Autorisations, mises en chantier, prix/revenus	Offre plus dynamique en zones tendues
Justice	Stocks, durées, exécution	Réduction continue des stocks et délais
Énergie-climat	Électricité bas-carbone, fossiles importés, électrification	Décarbonation avec sécurité et compétitivité
État	Délais administratifs, satisfaction, normes évaluées	Services plus simples et résultats publiés

CE QUE LE PROGRAMME REFUSE

Les annonces sans financement, les objectifs sans indicateur, les aides sans date de sortie, les réformes annuelles de règles essentielles, et l'idée qu'un bon service public se mesure uniquement au volume de crédits dépensés.

Financement et arbitrages

Ce document ne présente volontairement pas un faux chiffrage au milliard près. Un programme crédible nécessite des microsimulations fiscales, des données administratives et des hypothèses macroéconomiques cohérentes. Il fixe en revanche des règles de financement.

Règles financières

- Toute dépense permanente nouvelle doit être financée par une économie permanente, une recette permanente ou la suppression d'un dispositif existant.
- Les dépenses d'investissement productif sont distinguées des dépenses courantes dans le pilotage politique, sans contourner les règles comptables européennes.
- Les économies issues des revues de dépenses sont réparties entre redressement budgétaire et réinvestissement dans les priorités à haut rendement collectif.
- Les baisses de prélèvements sont séquencées après identification d'une base de financement durable ; priorité aux prélèvements qui freinent le plus le travail, l'investissement productif et la création d'entreprises.
- Les aides industrielles et climatiques sont temporaires, cofinancées et conditionnelles à des jalons.

Les grands arbitrages assumés

Tension	Choix proposé	Garde-fou
Redresser les comptes / soutenir l'activité	Effort progressif par efficacité avant hausse générale d'impôts	Protection de l'investissement et clause conjoncturelle
Autonomie locale / égalité nationale	Socle national + liberté d'organisation	Indicateurs comparables et contrôle externe
Soutenir l'industrie / éviter le favoritisme	Aides ciblées et temporaires	Jalons, cofinancement privé, extinction
Construire / protéger les sols	Densifier près des transports	Qualité urbaine et artificialisation suivie
Simplifier / protéger les droits	Supprimer redondances, pas garanties	Contrôle juridictionnel et évaluation

CRITÈRE DE SUCCÈS

En 2037, la réussite ne se juge pas au nombre de lois votées mais à une France plus solvable, mieux formée, plus productive, mieux soignée, capable de loger ses actifs, de rendre justice plus vite et d'investir dans ses libertés futures.

Sources et méthode documentaire

Les données de diagnostic mobilisées sont issues de sources publiques ou institutionnelles disponibles au 2 septembre 2026. Les propositions de politique publique sont des recommandations de ce document et ne doivent pas être attribuées aux organismes cités.

INSEE - Le compte des administrations publiques en 2025

Déficit, dette, dépenses et prélèvements publics. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8997691>

OCDE - Études économiques de l'OCDE : France 2026

Finances publiques, productivité, emploi, industrie, innovation, soins de longue durée.

https://www.oecd.org/fr/publications/etudes-economiques-de-l-ocde-france-2026_65cc698e-fr/full-report/executive-summary_54991856.html

OCDE - PISA 2022, note pays France

Résultats scolaires et écarts socio-économiques. https://www.oecd.org/en/publications/pisa-2022-results-volume-i-and-ii-country-notes_ed6fbcc5-en/france_8008535b-en.html

Banque de France - Productivité depuis la période pré-Covid

Analyse de la perte de productivité et facteurs de composition. <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/comment-expliquer-les-perdes-de-productivite-observees-en-france-depuis-la-periode-pre-covid>

DREES - Accessibilité aux soins de premier recours en 2024

Accessibilité territoriale aux professionnels de santé. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communiquede-presse-jeux-de-donnees/jeux-de-donnees/260722-accessibilite-aux-soins-de-premier-recours-en-2024>

SDES - Construction de logements, résultats à fin juillet 2026

Autorisations de logements. <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/construction-de-logements-resultats-fin-juillet-2026-france-entiere>

Ministère de la Justice - Références statistiques Justice 2025

Stocks, flux et délais des juridictions. <https://www.justice.gouv.fr/documentation/etudes-et-statistiques/references-statistiques-justice-2025>

INSEE - Emploi et chômage au 4e trimestre 2025

Taux d'emploi et chômage. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8735266>

RTE - Bilan électrique 2025

Production électrique, part bas-carbone et mix de production. <https://analysesetdonnees.rte-france.com/bilan-electrique-2025/production>

NOTE

Ce programme est volontairement centré sur les capacités de l'État, l'économie réelle et les services publics. Il ne constitue ni un programme électoral exhaustif ni un chiffrage budgétaire complet : politique étrangère, culture, agriculture, immigration, sécurité intérieure ou institutions constitutionnelles nécessiteraient des volets dédiés.